

## **1. Contexte de l'action de l'UE en faveur de l'égalité des femmes et des hommes et de l'autonomisation des femmes dans le pays**

L'Union des Comores compte environ 750 000 habitants en 2021 dont 49,9% de femmes. Pour atteindre l'émergence et les Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030, le gouvernement s'est doté en 2019 d'un Plan Comores Emergent<sup>2</sup> qui devra compter sur l'investissement d'hommes et de femmes pour une société plus juste, plus équitable et productive.

La participation des Comores à la conférence de Pékin de 1995 marque le premier pas décisif dans l'intégration du genre dans les politiques nationales. En 2007, la PNEEG<sup>3</sup> a été validée (actualisée en 2017). Néanmoins, elle manque d'opérationnalisation, faute de plan d'action budgétisé et financé. Les Comores ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le protocole à la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatifs aux Droits des femmes en Afrique. Plusieurs chantiers pour l'égalité du genre – dont l'adoption d'une loi (2014) puis d'une feuille de route contre les Violences basées sur le Genre (2016-2018) et d'un plan directeur pour l'entrepreneuriat féminin (2013) - ont permis des avancées en termes légaux, sociaux, juridiques, politiques et économiques. La nouvelle Constitution, révisée en 2018, consacre notamment les droits des Femmes en matière de protection contre l'abandon, l'exploitation, la violence (article 30), d'accès aux instances politiques (article 34), pour sa représentation locale et nationale, une rémunération identique à travail égal (article 38), la juste et équitable répartition entre les hommes et les femmes dans la composition du Gouvernement (article 61).

Néanmoins, le dernier gouvernement du 26 août 2021 ne compte à nouveau qu'une seule femme ministre. D'importants défis restent de fait à relever pour progresser vers l'égalité et l'équité des genres dans un pays qui se modernise, mais où le poids de la tradition – matrilinéaire- et de la religion – un islam modéré – reste prégnant, avec des différences insulaires notables, et la superposition parfois contradictoire de plusieurs droits- devoirs, us et coutumes.

Pour combler les écarts en termes d'égalité et équité homme-femme, le nouveau Plan d'action sur l'égalité des genres et l'émancipation des femmes dans l'action extérieure 2021–2025 (GAP III) de l'Union européenne (UE) met les droits des femmes et des filles au cœur des enjeux de prospérité et de développement durable au niveau mondial. Le GAP III promeut une approche transformative, intersectorielle et fondée sur les droits. L'ambition est de combler les inégalités de genre, amplifiées par les conséquences économiques et sociales de la pandémie de la COVID 19, impactant notamment les populations vulnérables. Les priorités du GAP III sont ainsi pleinement intégrées avec les objectifs du nouvel instrument financier «NDICI-Global Europe» (Instrument de Voisinage, de Développement et de Coopération internationale<sup>4</sup>).

Elaboré selon un processus participatif de consultations des parties prenantes, le plan de mise en œuvre (CLIP) du GAP III en Union des Comores s'appuie sur les priorités nationales et les analyses et politiques basées sur le genre, telles que la PNEEG 2017, le Profil Genre révisé en 2020 de la Banque Africaine de Développement (en attente de validation). Des rencontres ont été tenues avec les principaux acteurs, incluant le Gouvernorat de l'île de Ngazidja, le Commissariat au Genre et

<sup>1</sup>Acronyme de Country Level Implementation Plan

<sup>2</sup>PCE: plan stratégique de développement des Comores pour la période 2020-2030

<sup>3</sup>Politique Nationale d'Equité et d'Egalité du Genre

<sup>4</sup>Neighbourhood, Development and International cooperation instrument (succède au Fonds Européen de Développement - FED à compter de janvier 2021)

ses structures décentralisées, le Commissariat Général au Plan, l'INSEED<sup>5</sup>, la CNDHL<sup>6</sup>, les directions de la santé et de l'éducation, l'ANADEN<sup>7</sup>. Une coordination étroite avec la France, seul Etat membre représenté aux Comores, qui met en œuvre son programme de développement France-Comores (PDFC)<sup>8</sup>, ainsi qu'avec le programme européen INTERREG, géré par la région Réunion, a été assurée. Des entretiens avec les partenaires au développement, du Système des Nations Unies particulièrement (UNICEF, UNFPA, PNUD, FAO, OIM) ont permis de préciser leurs interventions. Ont été également rencontrés les acteurs du secteur privé et de la société civile, notamment les chambres de commerce, les principales organisations patronales et associations de femmes et jeunes entrepreneurs, l'association des religieux pour la promotion de la santé de la reproduction, des associations luttant contre les violences, pour la préservation de l'environnement.

En matière d'opportunités, le CLIP s'appuie sur la volonté du Gouvernement et de la société civile d'intégrer la perspective genre dans les stratégies et politiques nationales. Le Commissariat Général en charge de la Solidarité et de la Promotion du Genre, créé en 2009, anime ainsi depuis 2017 un groupe thématique Genre pour un partenariat - à renforcer - entre le gouvernement, les partenaires au développement, la société civile en vue d'atteindre l'égalité et l'équité des sexes.

En termes de cohérence interne au niveau UE, le CLIP est aligné avec la programmation UE-Comores 2021-27 qui vise notamment le renforcement de la participation des femmes et de la société civile en tant qu'acteurs clés des politiques publiques et vecteurs de croissance, notamment au sein d'une économie verte et bleue, ainsi que leur protection et autonomisation sociale, économique et politique. Le CLIP est cohérent avec la feuille de route pour la participation de la société civile, la stratégie pour les droits de l'homme et d'autres actions mises en œuvre au titre du 11<sup>ème</sup> FED (notamment pour la formation professionnelle et l'appui à l'industrialisation et au libre-échange –en lien avec les accords de partenariat économique).

Le CLIP aura aussi pour enjeu d'appuyer le Commissariat au Genre dans sa mission, de créer les conditions pour un leadership féminin économique et politique plus affirmé en s'attaquant aux causes profondes des inégalités des sexes. Le CLIP visera notamment à l'opérationnalisation d'un système de collecte et de diffusion des données - ventilées notamment par sexe, âge et zone géographique, sur lequel pourront se reposer les programmes et projets de développement.

## **2. Domaines thématiques d'engagement et objectifs sélectionnés**

Pour la programmation 2021-27, en vue d'atteindre les objectifs du GAP III, 85 % de toutes les nouvelles actions financées par l'UE aux Comores, doivent intégrer l'égalité entre les femmes et les hommes comme un objectif significatif (marqueur genre 1- G1) ou principal (marqueur genre 2 -G2) dans chaque domaine/secteur prioritaire identifié<sup>9</sup>.

Les «domaines thématiques clés d'engagement» et les objectifs<sup>10</sup> identifiés pour les Comores pour la mise en œuvre du GAP III sont déclinés comme suit :

### **2.1 : Domaine 1 : Garantir l'absence de toute forme de violence de genre.**

L'objectif thématique spécifique est : « **Les femmes, les hommes, les filles et les garçons mènent une vie exempte de toute forme de violence sexiste dans la sphère publique et privée, sur le lieu de travail et en ligne** ».

---

<sup>5</sup> Institut National de la Statistique des Etudes Economiques et Démographiques

<sup>6</sup> Commission nationale des droits de l'homme et des libertés

<sup>7</sup> Agence Nationale de Développement du Numérique

<sup>8</sup> Le Plan de Développement France-Comores (150 M EUR) vise en priorité la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, l'éducation, la santé, l'aménagement du territoire, les activités génératrices d'emploi en zones rurales, notamment les filières agricoles d'exportation.

<sup>9</sup> Les marqueurs G1 et G2 de l'OCDE sont appliqués : G1 : chaque action doit comprendre au moins un objectif spécifique relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes - G2 : l'égalité entre les femmes et les hommes est l'objectif principal et inclut des actions ciblées.

<sup>10</sup> Voir le chapitre 3 de la communication conjointe et la partie II du document de travail des services de la Commission.

Les violences basées sur le genre sont dénoncées ouvertement de façon croissante aux Comores. Cette thématique est prioritaire pour l'action de l'UE et de la France dans le pays. La chaîne judiciaire et la prise en charge des victimes pourraient bénéficier d'un programme conjoint ou coordonné de lutte contre ces violences entre l'UE, la France, l'UNICEF, l'UNFPA et certaines ONG déjà actives telles que la Croix Rouge Française, l'ASCOBEF, HIFADHUI. L'AFD compte notamment soutenir l'institutionnalisation des services de prise en charge des victimes en milieu hospitalier; ainsi que la sensibilisation et la formation des personnels de soins sur les questions de VBG. Le rôle de sensibilisation et de plaidoyer des OSC devra être renforcé et un accent mis sur l'éducation dès le plus jeune âge, des filles et garçons. Des campagnes ciblées sur les stéréotypes de la tradition devant impulser un profond changement de mentalités (notamment afin de briser l'engrenage du silence et des arrangements amiables pour préserver l'honneur des familles et des villages, et pour prévenir les mariages précoces et forcés) seront menées auprès des leaders d'opinion - hommes et femmes, au niveau national comme local, y inclus influenceurs culturels (artistes), religieux, et cercles de décisions communautaires (notabilité).

Par ailleurs, la lutte contre le harcèlement et autres violences en situation du travail – en milieu rural comme professionnel ou scolaire – sera soutenue en adéquation avec les objectifs de croissance équitable et travail décent de l'UE pour la période 2021-27, avec des synergies possibles avec le BIT et l'ANADEM.

Les personnes vivant avec handicap, les femmes rurales et mineurs isolés, particulièrement vulnérables au plan économique et social sont une cible prioritaire. La coopération devra être renforcée avec l'OIM (Office International des Migrations) pour prévenir et adresser les conséquences de la traite humaine pour les migrant.e.s.

Le système d'information et analyse statistique sur les violences du Commissariat au genre sera appuyé, dans le prolongement de l'initiative menée par le Gouvernorat de Ngazidja, avec l'appui de la France (AFD et Région Seine St-Denis).

Les objectifs thématiques ciblés dans cette composante sont :

1. *Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, sont des acteurs du changement en ce qui concerne les normes sociales discriminatoires, les stéréotypes de genre et les facteurs de conflit liés au genre*
2. *Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, qui subissent des violences sexistes disposent d'un accès renforcé aux services essentiels*
3. *Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, victimes de la traite des êtres humains en vue de subir toutes formes d'exploitation et d'abus disposent d'un accès amélioré à des services d'aide à l'intégration socio-économique et d'aide psychosociale adéquats et de qualité*
4. *Les organisations de défense des droits des femmes, les mouvements sociaux et les autres organisations de la société civile jouent un rôle influent dans les actions visant à éradiquer les violences sexistes*
5. *De plus en plus de données de qualité, ventilées et comparables à l'échelle mondiale concernant différentes formes de violences sexistes et de pratiques préjudiciables sont collectées et utilisées afin d'éclairer l'élaboration des lois, des politiques et des programmes*

## **2.2 : Domaine d'engagement thématique : Promouvoir la santé et les droits sexuels et génésiques**

L'objectif thématique spécifique est : **Les femmes et les filles, dans toute leur diversité, accèdent à une couverture de santé universelle et jouissent pleinement de leur droit à la santé et de leurs droits sexuels et génésiques.**

En matière de santé, la France – via l'AFD - intervient significativement – pour les femmes comme les hommes - dans le domaine de la santé et de la protection sociale en soutenant la mise en place d'une Assurance Maladie Généralisée, ainsi que pour l'accès et l'amélioration de la qualité des

soins dans les hôpitaux et centres de santé communautaires, en partenariat avec la Croix rouge française notamment. Des progrès ont été faits en termes de santé maternelle, de droits reproductifs et planification familiale, avec l'appui additionnel de l'UNFPA, l'UNICEF, l'ASCOBEF. Le dispositif de tiers payant permettant la prise en charge des soins maternels et néonataux, mis en place par AFD, sera notamment étendu avec l'appui de la Banque Mondiale. La pandémie de la COVID 19 a réduit l'accès aux soins et la disponibilité des intrants, de planification familiale notamment. L'appui de l'UE pourrait s'inscrire ponctuellement en complément des activités de la France par un soutien aux acteurs de la société civile, tels que la Croix-Rouge Française, pour étendre l'offre de soins en milieu communautaire et contribuer à une meilleure équité territoriale. Au niveau éducatif, les manuels scolaires incluent déjà l'éducation sexuelle, mais les enseignants sont peu formés et pourraient être mieux accompagnés dans leur formation initiale et via l'Inspection Générale de l'Education.

Les objectifs thématiques spécifiques ciblés sont :

1. *Un environnement juridique, politique et sociétal propice permettant aux femmes et aux filles d'accéder à des soins et à des services de santé sexuelle et génésique de qualité et protégeant leurs droits sexuels et génésiques.*
2. *Un accès amélioré, pour chaque individu, à des soins et services de santé sexuelle et génésique, y compris à des services de planification familiale, à des informations et à une éducation sur leurs droits sexuels et génésiques.*
3. *Un accès amélioré, pour chaque individu, à des soins et services de santé sexuelle et génésique, y compris à des services de planification familiale, à des informations et à une éducation sur leurs droits sexuels et génésiques*

### **2.3 : Domaine thématique – Promouvoir les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes**

L'objectif thématique spécifique est : **Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, jouissent entièrement et en toute égalité de leurs droits économiques, sociaux et du travail et les exercent pleinement**

Malgré des écarts de parité fille /garçon très variables (selon la PNEEG 2017 : 0,9 au primaire, 1,08 au collège, 1,14 au lycée et 1,6 à l'université), la rétention des filles dans le système scolaire reste difficile, surtout dans les milieux défavorisés, où les familles misent davantage sur l'éducation des garçons au détriment des filles à qui, il est de coutume de trouver un mari et sur qui incombent les corvées d'eau, l'entretien du foyer, la garde des frères et sœurs. Le manque d'accès à des sanitaires propres et différenciés et à des protections périodiques pendant les menstruations sont également facteurs d'absentéisme féminin. L'aménagement de vestiaires et sanitaires dédiés aux filles est ainsi intégré aux projets de rénovation d'établissements scolaires financés par la France. L'équipe Europe (UE/AFD/SCAC/ Région Réunion) interviendra également pour améliorer l'accès des filles à une éducation de qualité, notamment dans les domaines scientifiques, technologiques, techniques et professionnels où leur représentativité est particulièrement faible (hors tertiaire).

Enfin, l'AFD soutient l'amélioration de l'accès durable à l'eau et la structuration du secteur, contribuant à l'amélioration du bien-être de la population, notamment la réduction de la corvée d'eau, souvent supportée par les femmes et les jeunes filles.

En matière de croissance et droits économiques, en complémentarité avec la France (AFD et Région Réunion), l'UE appuiera l'entrepreneuriat féminin, l'autonomisation de la femme rurale, sa pleine participation et son leadership pour la création de richesses nationales, notamment dans les domaines du pacte vert et bleu (systèmes alimentaires et préservation de l'environnement – transformation semi-industrielle). Un soutien pourra être apporté aux initiatives d'alphabétisation fonctionnelle des femmes et à l'amélioration de l'accès et usage du numérique à des fins professionnelles. Une attention sera portée à la réduction des autres freins à l'entrepreneuriat féminin (formalisation des activités, protection sociale, accès au crédit, droit foncier...) en lien avec la Direction de l'entrepreneuriat féminin, l'Union des Chambres de Commerce de l'Industrie et de

l'Artisanat, les organisations patronales, les associations de femmes et de jeunes entrepreneurs et les institutions financières. Des synergies seront recherchées avec la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement, actives dans le domaine.

Les objectifs thématiques spécifiques ciblés sont :

1. *Amélioration de l'accès des femmes, dans toute leur diversité, à un travail décent, y compris transition des femmes vers l'économie formelle, secteurs non traditionnels et techniques et couverture des femmes par des régimes de protection sociale non discriminatoires et inclusifs*
2. *Amélioration de l'accès des femmes, dans toute leur diversité, aux services et produits financiers, ainsi qu'aux ressources productives*
3. *Les femmes, dans toute leur diversité, disposent d'un accès renforcé aux possibilités d'entrepreneuriat, y compris d'entrepreneuriat social, et à des moyens de subsistance de substitution, et participent davantage à l'économie verte et circulaire*
4. *Amélioration de l'accès des femmes, dans toute leur diversité, aux rôles de gestion et de direction dans les secteurs et instances économiques et sociaux.*
5. *Réduction des disparités de genre en ce qui concerne l'inscription, la progression et la poursuite des études des femmes, des hommes, des filles et des garçons, à tous les niveaux d'éducation et d'apprentissage tout au long de la vie*

## **2.4 : Domaine d'engagement thématique – promotion de l'égalité en matière de participation et d'exercice de responsabilités**

L'objectif thématique spécifique est « **Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, participent de manière égale aux processus de prise de décision, dans toutes les sphères et à tous les niveaux de la vie politique et publique, y compris en ligne, afin d'assumer des responsabilités, de jouir de leurs droits de l'homme et de les exercer et de demander réparation si ces droits ne sont pas respectés** »

En matière d'engagement politique, la représentation des femmes reste minoritaire au niveau national (Une seule femme élue à l'Assemblée Nationale et une seule femme Ministre de la Santé - au Gouvernement), malgré des progrès sensibles au niveau communal, dus à l'application du nouveau (2017) quota légal d'inscription de 30% de femmes sur les listes électorales. En revanche, l'application de ce quota de 30% dans les nominations de l'administration publique pourrait être soutenue dans quelques ministères et institutions pilotes où l'équipe Europe est engagée.

En termes de bonne gouvernance (administration publique, transparence, responsabilisation des territoires, finances publiques), l'UE et la France soutiennent notamment l'opérationnalisation de schémas d'aménagement du territoire impliquant la pleine participation des femmes et des jeunes aux échelons nationaux et locaux. Des partenariats seront noués avec la société civile pour soutenir et impulser davantage de leadership politique féminin. D'autres collaborations sont envisageables avec l'UNFPA, le PNUD notamment.

Par ailleurs, l'équipe Europe (SCAC-UE) soutient l'émancipation et l'expression publique de la femme comorienne et des jeunes à travers l'expression artistique et la culture : danse, théâtre, musique.

Les objectifs thématiques spécifiques ciblés sont :

1. *Création de conditions propices à une participation égale des femmes, des hommes, des filles et des garçons, dans toute leur diversité, aux processus de prise de décision*
2. *Les organisations de femmes, les autres OSC et les femmes qui défendent les droits de l'homme œuvrant en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de l'autonomisation et des droits des filles et des femmes travaillent plus librement et sont mieux protégées par la loi*
3. *Des normes, attitudes et comportements sociaux équitables promouvant l'égalité de la participation et de l'exercice de responsabilités sont encouragés au niveau communautaire et individuel, grâce à l'éducation civique, aux médias, à l'éducation, à la culture et au sport à tous les niveaux*



4. *Amélioration des systèmes destinés à collecter des données de qualité, ventilées et comparables à l'échelle mondiale sur la participation et l'exercice de responsabilités politiques par les femmes*

## **2.5 : Domaine d'engagement thématique – Intégrer le plan d'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité**

Problèmes fonciers, déséquilibres économiques et sociaux entre les îles, conflits inter-villageois, migrations, exposition accrue à des catastrophes naturelles en lien avec le changement climatique sont autant de facteurs qui peuvent entraver la paix, la sécurité et la cohésion sociale. Les femmes et les jeunes en sont les principales victimes, mais constituent également des vecteurs de stabilisation pour un maintien et retour à la paix.

Au niveau national et local, l'UE mènera des actions de sensibilisation, garantissant l'implication des femmes dans les processus de maintien de la paix, notamment en soutenant et collaborant avec la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés et le réseau des femmes médiatrices et jeunes leaders pour la paix. L'UE soutiendra également le Commissariat au genre et la Coordination des NU pour le Plan d'action et de mise en œuvre la Résolution 1325 « femmes, paix et sécurité ».

*L'objectif spécifique ciblé est de veiller à l'intégration d'une perspective de genre dans les dialogues stratégiques politiques, sectoriels et sur la sécurité.*

## **2.6 : Domaine d'engagement thématique – Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique**

### **a. Objectif thématique spécifique : Les femmes, dans toute leur diversité, influencent les processus de prise de décision relatifs aux politiques et aux actions ayant trait à la protection de l'environnement et au changement climatique**

Aux Comores, les femmes et les filles sont à la fois victimes du changement climatique et en accentuent involontairement les effets par des pratiques destructives pour l'environnement, liées notamment à l'exploitation des ressources naturelles (par ex : déforestation pour le bois de cuisson) ou l'absence de gestion raisonnée des déchets ménagers. Elles doivent donc être associées à la préservation des ressources naturelles (forêt, eau), à la prévention et réduction des risques de catastrophes, mais également être formées et accompagnées vers les nouveaux métiers de l'économie verte et bleue, notamment pour des pratiques de cuisson, de pêche, d'agriculture et gestion des déchets plus résilientes et durables. L'action environnementale européenne se fera en synergie avec la France, le PNUD, le Fonds Vert Climat, la FAO et le programme INTERREG.

*Les objectifs spécifiques visés sont :*

- 1. Participation accrue des femmes et des filles, dans toute leur diversité, aux processus de prise de décision relatifs aux questions liées à l'environnement et au changement climatique*
- 2. Les stratégies et les accords relatifs à l'atténuation du changement climatique, à l'adaptation à ce phénomène, à la réduction des risques de catastrophe et à la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité sont plus sensibles au genre au niveau local, national, régional et international*
- 3. Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, qui luttent contre le changement climatique dans leur vie quotidienne et préservent l'environnement sont soutenus*
- 4. Les femmes et les hommes, dans toute leur diversité, participent de plus en plus et disposent d'un accès amélioré aux emplois, aux possibilités d'entrepreneuriat et aux moyens de subsistance alternatifs offerts par l'économie verte et l'économie circulaire*

### **b. Objectif thématique spécifique : Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité participent de manière égale à la construction du monde numérique de demain**

L'accès des femmes et des filles en matière de ressources, capacités et utilisation des technologies de l'information et de communication est inégalitaire, notamment dans certaines zones rurales qui constituent de véritables déserts numériques. Or, le numérique est devenu un outil essentiel d'insertion, de développement, d'accès aux opportunités économiques et plus largement de modernisation du pays et de création d'emplois. L'outil numérique s'est ainsi révélé crucial dans la gestion de la crise COVID pour en réduire les retombées sociales, financières, économiques, éducatives et renforcer la résilience, mais avec des répercussions très inégalitaires entre territoires et entre hommes et femmes. L'entrepreneuriat numérique connaît aussi un jeune essor à soutenir, au profit des femmes notamment. Un partenariat avec l'Agence Nationale pour le Développement du Numérique et des structures engagées et performantes, comme l'Association Comorienne pour la promotion des TIC (ACTIC) visera à réduire la fracture numérique, notamment par la mise en place de pôles numériques plus accessibles à tous, par le renforcement de la maîtrise et l'usage des outils numériques, et le développement d'un contexte institutionnel et de régulation facilitateur et sécurisant, protégeant de manière égale les droits de tous et toutes les citoyen.e.s sur internet.

*Les objectifs thématiques spécifiques ciblés sont :*

1. *Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, disposent d'un accès égal au haut débit et à des outils technologies et numériques abordables et sécurisés*
2. *Les femmes, les hommes, les filles et les garçons reçoivent et suivent de manière égale une instruction numérique publique*
3. *Les femmes, les hommes, les filles et les garçons, dans toute leur diversité, participent pleinement et de manière également à l'économie numérique*

### **3. Action (s) ciblée (s) en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de l'autonomisation des femmes**

Le GAP III vise à accroître le nombre et l'efficacité des actions dont l'objectif principal<sup>11</sup> est l'égalité entre les femmes et les hommes, la cible étant d'au moins une action ciblant le genre à titre principal (G2) mise en œuvre aux Comores d'ici à 2025.

Le CLIP est aligné sur la PNEEG, qui nécessite actualisation régulière et doit reposer sur un dispositif de suivi-évaluation de sa mise en œuvre. Le Programme G2 inclura donc un soutien institutionnel au Commissariat au Genre, en tant que structure en charge du pilotage de la PNEEG. Il appuiera également les formations, la production de rapports, les activités de communication et sensibilisation, l'élaboration d'analyses genre sectorielles, notamment pour les composantes du GAP III. Un appui spécifique sera lui apporté pour l'amélioration des systèmes d'information et la diffusion des données pertinentes pour les analyse de genre, en lien avec l'INSEED notamment, et l'ensemble des structures impliquées à différents échelons de la collecte.

Par ailleurs, l'élection pour la première fois aux Comores d'une femme Gouverneure de l'île de Ngazidja – ex Commissaire au Genre - est un atout, sur lequel il paraît opportun de capitaliser. Son implication et rôle moteur en matière de promotion du genre, à l'instar de la création d'un observatoire des violences avec l'appui de la France, doit être soutenu. Son positionnement en tant que femme leader, engagée et inspirante, pourrait aider à fédérer les plateformes et initiatives genre de la société civile et du secteur privé, concourant à l'émergence d'une dynamique structurante de promotion du leadership et de la participation féminine sur la place publique et à des hauts postes de décision.

#### **3.1: Contre les violences basées sur le genre (G2 – FR + UE)**

<sup>11</sup>Définies comme des actions conformes au [G2](#) de l'OCDE. Ces actions devraient viser à parvenir à un changement durable visant à lutter contre les normes et stéréotypes sexistes préjudiciables, en mettant en œuvre une approche globale et transformatrice en matière d'égalité entre les hommes et les femmes.

Les violences à l'égard des femmes et des enfants sont prédominantes parmi les populations les plus démunies, en milieu rural comme urbain. Les services d'écoute et les associations de lutte contre les violences jouent un rôle de lanceur d'alertes et de sensibilisation, mettant en lumière ce fléau et encourageant les dénonciations, principalement pour les violences sexuelles et contre les mineurs. Le confinement, la réduction des activités scolaires et économiques, engendrés par la pandémie COVID 19 sont source de recrudescence des cas. Cette dimension de lutte contre les violences sera intégrée au niveau G2 dans les programmes européens et français aux Comores.

Actions	Résultats attendus	Indicateurs
Sensibiliser la population contre les pratiques sociales qui renforcent les violences sexistes et inciter les dénonciations, y inclus en milieu scolaire et professionnel	Les notions de violences, de traite des personnes sont enseignées à l'école et dans les lieux communautaires et la violence est prise en compte dans sa globalité (sexuelles, conjugales, harcèlement au travail...).	Nombre d'actions relatives à des programmes d'intervention préventive Nombre et variété des cas dénoncés
Appuyer l'accessibilité des services d'écoute sur l'ensemble des territoires, y compris pour les personnes vivant avec handicap	Le nombre de structures d'écoute a augmenté sur l'ensemble du territoire- notamment au sein des structures de santé	Nombre de dossiers soumis au SE concernant des cas de violence Nombre de structures sanitaires disposant d'un pôle d'accueil des victimes
Harmoniser et accompagner le processus de prise en charge psycho-sociale et de reconstruction de la victime	Le personnel des services d'écoute est formé de façon plus harmonisée et mieux outillé pour la prise en charge des victimes	Nombre de personnes formées aux thématiques du SE
Faciliter la collecte et la diffusion des données sur les violences basées sur le genre	La collecte et la diffusion des données est systématisée, fiable et opérationnelle	Les données sur les violences sont publiées régulièrement et intégrées dans les études nationales
Accompagner la réinsertion scolaire et l'autonomisation économique des victimes de violence basées sur le genre	Des programmes /structures de formation réservent des places aux victimes de VBG	Nombre de victimes développant des AGR et re-scolarisées /formées
Appuyer la prévention, protection et prise en charge des victimes de traites de personnes et des migrants (notamment les mineurs isolés)	Les victimes de traites et les personnes migrantes bénéficient d'une meilleure prise en charge psychosociale, juridique et économique	Nombre de victimes de la traite et personnes migrantes accédant aux aides psychosociales à l'intégration socio-économique
Appuyer le suivi et soutien judiciaire pour l'application des peines prévues par la loi, ainsi que la rééducation des auteurs ; dispositifs d'accompagnement spécifiques pour les auteurs mineurs	L'accès à la justice des victimes et les administrations sont appuyées pour une meilleure application des peines et les auteurs de violences sont suivis pour diminuer la récidive. Les mineurs auteurs sont mieux accompagnés	Nombre et pourcentage de cas dénoncés -jugés et ayant conduit à des condamnations effectives Nombre d'auteurs de violence sexiste suivis, notamment mineurs

### 3.2 : Pour la santé et droits reproductifs (G1 - FR)

La santé reproductive est corrélée à des traditions et normes sociales entravant la bonne connaissance et contrôle du cycle de reproduction par la femme et la jeune fille, avec comme risques des grossesses non désirées, des avortements clandestins, une santé fragilisée. La prise en compte de la dimension santé se fera au niveau G1 par la France, dans le cadre de son programme d'appui



à la Santé aux Comores, avec certaines actions ciblées spécifiquement G2 sur les femmes (notamment pour l'accès et la formation)

Actions	Résultats	Indicateurs
Permettre aux populations de bénéficier d'un accès –notamment financier –facilité aux soins à travers une couverture maladie généralisée	La couverture maladie est opérationnelle et couvre principalement les femmes, enfants et les milieux ruraux.	Pourcentage de femmes et d'enfants qui bénéficient d'une couverture de santé
Plaider au niveau politique et sensibiliser pour faciliter l'accès aux services d'information et soins de santé sexuelle et génésiques.	La défense des droits sexuels et reproductifs sont inscrits dans l'agenda politique, y compris le mariage précoce, les violences gynécologiques	Nombre d'actions d'information sur les droits sexuels et reproductifs
Garantir l'accès à l'information en matière de droits sexuels et reproductifs, y inclus l'éducation sexuelle en milieu scolaire.	L'éducation sur les droits sexuels et génésiques est mieux enseignée à l'école et l'information en matière de planification familiale est plus accessible en milieu communautaire.	Nombre de jeunes recevant une éducation à la sexualité Nombre d'enseignants et agents communautaires formés
Garantir un accès amélioré, pour chaque individu, à des soins et services de santé, notamment sexuelle et génésique et services de planification familiale	Les services de planification familiale sont accessibles, informent et distribuent les moyens de contraception modernes La qualité des soins est améliorée, notamment soins maternels et néonataux	Nombre de consultations féminines pour le planning familial Nombre d'intrants H/F de contraception distribués Nombre d'accouchements et consultations prénatales réalisés en milieux hospitaliers

### 3.3 : Droits économiques et sociaux (G1 – FR/UE)

Le maintien des filles, des personnes vivant avec handicap dans le système scolaire est essentiel pour garantir l'éducation pour tous. Des opportunités nouvelles en termes de formation scientifique, technologique, technique et professionnelle doivent s'ouvrir aux femmes et filles notamment.

Les mêmes principes doivent s'appliquer pour l'accès à l'emploi décent, formel et dans des domaines traditionnellement peu ouverts aux femmes, inclus leur accès à des postes de responsabilité. En effet, l'emploi des femmes se concentre traditionnellement dans l'agriculture, le travail domestique et l'informel. En dehors des tontines dévolues à l'informel, des prêts à rotation rapide pour le commerce et les mariages (garantis par de l'or), les femmes accèdent peu au crédit, pénalisant l'essor de l'entrepreneuriat féminin.

Les droits économiques et sociaux de la femme sont intégrés au niveau G1 de l'action européenne et française aux Comores, dans le cadre de l'appui au système éducatif et à la croissance économique.

Actions	Résultats attendus	Indicateurs
Le cadre juridique et les mécanismes de lutte contre la discrimination et le harcèlement au travail sont mis en place	Une politique de lutte contre la discrimination et le harcèlement au travail est mise en place et opérationnelle	Nombre de femmes et d'hommes faisant état de discriminations fondées sur le genre subies au travail, ventilé par sexe et région /catégorie
Améliorer l'accès des femmes entrepreneurs aux services et produits financiers	Les lignes de crédit sont mieux adaptées à l'entrepreneuriat féminin et/ou des produits et garanties spécifiques sont mis en place	Nombre de femmes entrepreneurs, ventilé par sexe –région-catégorie, ayant accès à des services financiers formels

Accompagner l'entrepreneuriat féminin, les incubateurs d'entreprises et l'accès à des postes de responsabilité en milieu économique	Un programme de coaching accompagne la création d'entreprises féminines et les femmes en entreprises	Nombre de femmes bénéficiaires de services de développement ayant créé formellement leur propre entreprise % femmes appuyées en entreprise pour accéder à de nouvelles responsabilités
Accompagner les femmes rurales et urbaines pour un accès à la protection sociale et emploi décent	Un programme de promotion de l'emploi décent (y inclus formalisation des AGR) s'adresse aux femmes	Nombre de femmes bénéficiant d'une protection sociale Nombre de femmes adhérant à des groupements formalisés
Réduire les disparités de genre dans l'inscription, et la poursuite des études à tous les niveaux d'éducation et d'apprentissage y compris pour les personnes vivant avec handicap (PVH)	Des latrines scolaires et des installations sportives adaptées au genre sont mises en place. Un programme d'orientation des filles vers les filières scientifiques - techniques et professionnelles est mis en place, facilitant l'inclusion des PVH	Nombre de latrines Filles créées Nombres d'installations sportives sensibles au genre mis en place Ratio fille-garçon dans tous les cycles d'éducation et dans les filières scientifiques, techniques

### 3.4 : Leadership féminin (G2 UE)

Malgré des textes légaux favorables au genre, les femmes restent sous-représentées dans les sphères de décision. La division spatiale des sexes qui exclue les femmes de la scène publique, une interprétation orthodoxe de la religion, la peur du jugement et la crainte de l'échec, les multiples tâches sociales qui leur incombent et l'absence de levier de solidarité entre femmes freinent l'accès des femmes dans la sphère publique politique au niveau local comme national. Le renforcement du leadership féminin » sera inscrit au niveau G2 dans l'intervention européenne aux Comores.

Actions	Résultats	Indicateurs
Appuyer la structuration d'un réseau fort et dynamique de femmes leaders	Une plateforme apolitique et dynamique de femmes est créée	Nombre de femmes affiliées Nombre de femmes dans les sphères de décision
Renforcer les capacités des OSC œuvrant en faveur de l'égalité des genres	Les OSC qui œuvrent en matière de femmes sont soutenues et appuyées	Nombre et diversité des actions menées en matière de défense des droits des femmes par les OSC
Renforcer le rôle des points focaux genre dans les institutions étatiques et promouvoir la parité dans les postes de décision	Les points focaux genres sont identifiés et formés dans les institutions et veillent à la promotion du genre dans les postes à responsabilité notamment	Proportion de femmes occupant des postes de direction dans l'administration et apparentée
Encourager le développement du leadership politique pour les filles et les femmes	Des programmes de développement du leadership politique sont accessibles au niveau local et communautaire	Nombre de femmes leaders formés et accompagnés par région et par île

### 3.5 : Paix et sécurité (G 1 UE)

Les femmes sont les principales victimes des conflits, des catastrophes naturelles et des pandémies. Aux Comores, le Réseau des femmes médiatrices et des jeunes leaders pour la paix, ainsi que d'autres mouvements féminins, parfois informels, doivent être soutenus dans leur rôle de prévention et de maintien de la paix. Dans un contexte politique et social tendu, notamment post-covid en lien

avec la vie chère, la sensibilité genre dans les cadres de dialogue sur la résolution de conflits et promotion de la paix devrait être soutenue par le dialogue européen au niveau G1.

### 3.6 : Transition verte et transformation numérique (G1 UE)

#### a. Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte

Les femmes et les filles sont victimes des effets du changement climatique et participent à la dégradation de l'environnement. Elles doivent devenir actrices de la préservation des ressources naturelles, être associées à la prévention et gestion des catastrophes, être formées aux nouveaux métiers de l'économie verte et bleue, actions soutenues au niveau G1 par l'UE.

Actions	Résultats attendus	Indicateurs
Intégrer les femmes et les filles, dans les processus de prise de décision relatifs aux questions liées à l'environnement et au changement climatique	Les femmes et les filles sont incluses dans la gouvernance locale et nationale des ressources naturelles	% de femmes impliquées dans les instances locales et nationales chargées du développement durable
Veiller à l'intégration du genre dans les stratégies en matière de développement durable	Le genre est pris en compte dans les politiques et stratégies de développement durable	Nombre de documents nationaux /sectoriels de développement durable sensibles au genre
Améliorer l'accès aux emplois, à l'entrepreneuriat et aux moyens de subsistance alternatifs offerts par l'économie verte/bleue et l'économie circulaire pour les femmes et les jeunes	Les emplois verts-bleus sont développés et bénéficient aux femmes et aux jeunes	% d'emploi féminin et de femmes entrepreneures dans l'économie verte-bleue ou circulaire

#### b. Relever les défis et exploiter les possibilités offertes la transformation numérique

La méconnaissance de l'outil numérique, le coût de la connectivité et la difficulté d'y avoir accès - faute de moyens notamment - excluent des femmes et des filles, surtout en milieu rural, du système d'information, d'éducation, d'emploi, d'entrepreneuriat, de mise en réseau rendu possible grâce au numérique. La promotion d'une culture numérique par l'UE au niveau G1, permettra d'inciter l'emploi, le développement de services et l'entrepreneuriat numérique.

Actions	Résultats attendus	Indicateurs
Rendre plus accessibles les outils numériques aux femmes et filles	De nouveaux espaces d'accès au numériques sont mis en place	Proportion de femmes possédant/accédant à un outil numérique
Les femmes, les hommes, les filles et les garçons reçoivent et une instruction numérique publique et sont sensibilisés contre le cyber harcèlement	L'éducation numérique est développée -Plus d'outils numériques sont développés le cyber harcèlement est intégré dans les stratégies numériques	Proportion de femmes formées en informatique /numérique Nombre de dispositifs anti harcèlement
L'entrepreneuriat numérique chez les femmes est soutenu	Des innovations numériques portées par des femmes sont soutenues	% emploi féminin et nombre d'initiatives entrepreneuriales féminines mises en place dans le numérique ou utilisant des solutions numériques fortes

### 4. Engager un dialogue en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'autonomisation des femmes

L'UE doit intégrer systématiquement dans son dialogue au niveau au niveau central et local des engagements concernant le genre à travers les questions de violences basées sur le genre (le mariage précoce, le mariage forcé, le viol et les grossesses qui en résultent ...), mais également la protection et autonomisation des femmes sur le plan économique et social.

En matière d'éducation, l'UE et la France aideront à la mobilisation de ressources pour diminuer le système de double vacation des salles de classes et promouvoir les activités éducatives périscolaires mixtes (culturelles et sportives notamment). Il s'agit d'éviter de livrer à eux même une grande majorité d'enfants pendant les moments où ils ne sont pas à l'école et de contribuer à leur épanouissement en tant que futurs citoyens responsables et engagés pour l'égalité des genres.

##### **5. Activités de sensibilisation et autres activités de communication/diplomatie publique**

Un plan de sensibilisation et communication incluant des leaders d'opinion (public, culturels, sportifs et religieux /traditionnels, influenceurs) devra accompagner le CLIP, en partenariat avec les OSC.

En particulier, une campagne déclinée autour de l'initiative européenne (livre / feuilleton) « Tsi shindi, ngodjo shinda » (j'ai réussi, je réussirai) promouvant la participation politique des femmes sera réalisée avec des portraits de femmes inspirantes, à travers des débats – rencontres, émissions télévisées, radiophoniques, des chroniques autour du rôle et des droits de la femme, et des publications sur les réseaux sociaux.

L'UE et la France soutiendront ensemble plus ouvertement et sensiblement l'organisation de journées thématiques, telles que le 8 mars (égalité des femmes), le 25 novembre (lutte contre les violences), ainsi que la préparation et participation des femmes à des événements régionaux et internationaux.

Dans le dialogue, la question des compétences, du leadership féminin et de la protection et des droits de la femme devront être systématiquement abordés à haut niveau par les femmes comme les hommes européens. Les bonnes pratiques des Etats-membres, mais également pays amis) et organisations internationales, seront mises en avant, incluant un effort d'exemplarité de l'institution européenne aux Comores.

##### **6. Facilité de coopération et/ou ressources financières allouées pour soutenir la mise en œuvre du plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III**

L'UE mobilisera des ressources et soutiendra une budgétisation sensible au genre au niveau national et dans ses activités. A ce stade, le montant des ressources allouées n'est pas disponible. Il doit permettre, outre le financement d'un programme spécifique genre de niveau G2, d'appuyer des analyses genre sectorielles, l'intégration transversale du genre au niveau G1 dans tous les programmes, formations, production de rapports, et activités de communication.

Date: 27. IX. 2021

Signature du chef de délégation: 